



# SYNDICAT CGT CHEMINOTS BLAINVILLE/DAMELEVIERES



## MANIPULATIONS ET REPRESAILLES LA DIRECTION FRET ET TER LORRAINE AUX MANETTES

Alors que plus de 70 % des cheminots ont, ces derniers mois, exprimés par la grève leur opposition à la réforme ferroviaire imposé par le gouvernement et cautionné par la direction, le président Guillaume Pépy et son staff, non content de saborder l'entreprise depuis des décennies, ont décidé de faire payer le prix fort aux cheminots qui luttent et qui se traduit par un conflit historique de plus de 4 mois afin de conserver une entreprise ferroviaire publique au service des usagers avec un savoir-faire de haut niveau.

**Notre combat légitime dérange au plus haut niveau de l'état et de l'entreprise.**

Pour preuve, à plusieurs reprises elle cherche à décrédibiliser notre conflit de toutes les manières possibles. Hier, elle remettait en cause les modalités de préavis et retrait de manière irresponsable et illégale des jours de repos. Cette fuite en avant l'a conduite à vouloir mettre une première fois à genoux les cheminots engagés dans la lutte par des prélèvements indus des jours de grève, tout en s'affranchissant de l'exercice du droit de grève. De ce fait, et avec la volonté de ne rien négocier la direction SNCF a également plongé les familles dans des situations financières extrêmement délicates.

Elle a donc sanctionné lourdement de nombreux cheminots et particulièrement JEAN FRANCOIS RANDADO.

Le 27 juillet dernier, se tenait un Comité d'Etablissement en vue de le consulter sur la radiation des cadres de notre camarade, et faisant suite au Conseil de Discipline qui s'est tenu le 18 juillet. Les faits reprochés : « avoir allumé une torche à flamme rouge » un jour de grève.

Après une première victoire au tribunal des prud'hommes c'est maintenant l'inspection du travail qui déboute la SNCF et annule son licenciement car les motifs sont infondés.

L'attitude de cette direction zélée avec notre collègue n'est malheureusement pas isolée.

Les directions FRET et TER Lorraine ne sont pas en reste et n'échappent pas aux recommandations de leur mentor Guillaume Pepy, elles décident à leurs tours de frapper à plusieurs reprises et parfois au plus fort que le statut le permet en se servant encore une fois de prétexte futile et fallacieux.



La vingtaine de 7P1 et les conseils de disciplines chez les ASCT pour ne pas avoir établi de PV entre les Périodes de grèves le démontrent bien! **QUELLE HONTE !!!!RAPPELONS QUE LA MISSION PREMIERE D'UN ASCT EST D'ASSURER LA SECURITÉ A BORD DES TRAINS !**

Toujours dans l'esprit de vouloir museler la contestation certains dirigeants locaux s'en prennent à ce que les cheminots ont de plus cher le CE en s'attaquant directement à son secrétaire. En effet, lors du mouvement de grève du 27 juillet notre camarade s'est rendu à PARIS accompagné d'une cinquantaine de cheminots lorrains en lutte pour exprimer leurs mécontentements contre la répression des cheminots grévistes et peser sur la stratégie du conseil de surveillance. A la fin de la journée, plusieurs agents ont été dans l'obligation d'échanger leurs réservations retour pour voyager en règle. Contre toute attente, notre camarade a dû faire face à un refus violent d'une dirigeante non gréviste usée de restructurations et fatiguées des heures accumulées par les missions de « gilet rouge » les jours de grèves. Dans un tel contexte, une discussion sur le projet néfaste de réforme ferroviaire a eu lieu !



#### **A la repression syndicale**

C'est donc le secrétaire du CE et un cheminot du FRET, tous deux militant à la CGT depuis de longues années qui seront traduit bientôt devant un conseil de discipline !

Dans tous les cas répertoriés, les sanctions proposées par la direction sont largement disproportionnées aux faits qui sont reprochés. Au plan national, pas moins de 50 militants CGT se voient affublés de sanctions dont certaines allant jusqu'à la radiation des cadres pur et simple.

**Si le motif d'un tel niveau de sanction questionne, cela n'est clairement pas un hasard car c'est bien la seule CGT qui à travers son rapport « ensemble pour le FER » se bat encore aujourd'hui pour une autre réforme du ferroviaire et exige toujours une CCN de haut niveau alors que d'autre l'ont accompagné en 2016.**

Par ce comportement arbitraire digne d'une période sombre de l'histoire où les cheminots résistaient déjà, la SNCF poursuit une véritable cabale envers les cheminots grévistes envers la CGT mais aussi envers plus généralement les cheminotes et cheminots lorrains en s'attaquant directement au secrétaire du CER qui les représente. Le syndicat CGT de Blainville Damelevieres avec la fédération CGT des cheminots ne laisseront pas sanctionner injustement des hommes et des femmes intègres dont la seule « faute » est celle de défendre l'intérêt collectif des cheminots et des populations.

***EXIGES COMME NOUS l'arrêt de toutes les procédures disciplinaires à l'encontre des cheminots.***